



Nations  
Unies

UN WATER



unesco

# L'Eau en partage

Une égalité des droits et des accès

Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2026

Faits et chiffres

---

## L'augmentation de variabilité, la baisse de la qualité et la surexploitation des ressources en eau douce compromettent la disponibilité de celles-ci.

**Les ressources mondiales en eaux de surface et en eaux souterraines subissent un stress hydrique croissant tant du fait de la variabilité naturelle que des pressions anthropiques.**

Le volume des ressources renouvelables en eau douce est d'environ 43 000 km<sup>3</sup> par an, une quantité qui reste globalement stable à l'échelle mondiale (FAO, s.d.a).

Au cours de la période 2010-2021, les prélèvements mondiaux d'eau ont atteint environ 4 000 km<sup>3</sup> par an en moyenne, soit environ 10 % des ressources renouvelables en eau douce (FAO, s.d.a).

Le changement climatique accroît la variabilité saisonnière et les variations annuelles de la disponibilité de l'eau (GIEC, 2022).

Au moins 50 % de la population mondiale (soit environ 4 milliards de personnes) est confrontée à un stress hydrique élevé pendant au moins un mois de l'année (Kuzma et al., 2023).

Les effets du changement climatique sur l'eau sont particulièrement marqués au niveau local lorsque les infrastructures de stockage et d'approvisionnement sont insuffisantes (UNESCO/ONU-Eau, 2020).

**La baisse de la qualité de l'eau réduit la disponibilité effective des ressources en eau douce et augmente les coûts de traitement et d'approvisionnement dans le monde entier.**

Seules 56 % des masses d'eau mondiales faisant l'objet d'un suivi présentent une bonne qualité de l'eau ambiante (indicateur 6.3.2 des objectifs de développement durable ; ONU-EAU, s.d.).

À l'échelle mondiale, les eaux de ruissellement agricoles constituent la principale source de pollution de l'eau douce, y compris dans les pays à revenu élevé (ONU, 2023 ; ONU, 2024).

Dans les pays à faible revenu, la mauvaise qualité de l'eau ambiante résulte principalement de l'absence ou de l'insuffisance de traitement des eaux usées (ONU, 2023).

**Les prélèvements d'eau se sont généralement stabilisés mais les rythmes de la demande par secteur et par région varient considérablement selon les niveaux de revenu et les voies de développement.**

L'agriculture exploite 72 % des volumes d'eau prélevés, suivie par l'industrie (15 %) et les usages domestiques/municipaux (13 %) (ONU, 2025).

L'agriculture emploie environ 90 % de l'eau utilisée dans les pays à faible revenu contre 44 % seulement dans les pays à revenu élevé, ce qui traduit une diversification économique (ONU, 2025).

Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et supérieure, l'urbanisation entraîne une augmentation de la demande municipale en eau qui entre en compétition avec celle de l'agriculture, en particulier dans les zones périurbaines (ONU, 2023 ; ONU, 2024).

Dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, la demande en eau des industries a diminué au cours des vingt dernières années, reflétant sans doute des gains d'efficacité (ONU, 2025).

---

## Aucune des cibles de l'ODD 6 n'est en voie d'être atteinte d'ici à 2030.

En 2024, 26 % de la population mondiale n'avait pas accès à des services d'alimentation en eau potable gérés de façon sûre et 41 % n'avait pas accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre (indicateurs 6.1.1 et 6.2.1a des ODD ; ONU-Eau, s.d.).

Dans le monde, seules 56 % des eaux usées d'origine domestique sont traitées sans danger (indicateur 6.3.1 des ODD ; ONU-Eau, s.d.).

Le degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) s'élève à 57 % et seuls 59 % de la superficie des bassins transfrontaliers sont couverts par des accords opérationnels de coopération (indicateurs 6.5.1 et 6.5.2 des ODD ; ONU-Eau, s.d.).

## **L'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) n'augmente pas assez vite pour répondre aux demandes croissantes, ce qui pénalise les femmes et les filles de manière disproportionnée.**

**L'accès à des services de distribution d'eau et d'assainissement gérés de façon sûre s'est amélioré en général mais des écarts notables subsistent.**

Entre 2015 et 2024, 961 millions de personnes ont obtenu un accès à des services de distribution d'eau potable gérés de façon sûre, faisant passer la couverture mondiale de 68 % à 74 %. Au cours de la même période, 1,2 milliard de personnes ont obtenu l'accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre, faisant passer la couverture mondiale de 48 % à 58 %. Malgré ces progrès, en 2024, 2,1 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable gérés de façon sûre, 3,4 milliards de personnes n'avaient pas accès à des services d'assainissement gérés de façon sûre et 1,7 milliard de personnes n'avaient pas accès à des services d'hygiène de base à domicile (OMS/UNICEF, 2025a).

**La collecte de l'eau hors domicile reste très fréquente et incombe principalement aux femmes et aux filles.**

On estime que 1,8 milliard de personnes ne disposent d'aucun approvisionnement en eau à domicile et que parmi elles, environ 700 millions vont s'approvisionner auprès de sources d'eau améliorées ou non. Dans sept foyers sur dix, ce sont les femmes et les filles qui sont responsables de la collecte de l'eau (UNICEF/OMS, 2023).

**La charge de collecte de l'eau dépend très tôt du genre et persiste tout au long de la vie des personnes.**

Les filles de moins de 15 ans sont plus susceptibles d'effectuer la collecte de l'eau que les garçons (7 % contre 4 %). En 2016, les filles âgées de 5 à 9 ans consacraient

aux tâches domestiques 30 % de temps de plus que les garçons, soit 40 millions d'heures supplémentaires par jour à l'échelle mondiale (UNICEF, 2016). Au total, les femmes et les filles consacrent 250 millions d'heures par jour à la collecte de l'eau, ce qui réduit le temps dont elles disposent pour l'éducation, les loisirs et les activités économiques (ONU-Femmes, 2024a).

**Au sein du foyer, la gestion de l'eau repose largement sur le travail non rémunéré des femmes.**

Les femmes assument de manière disproportionnée des tâches non rémunérées ou invisibilisées, ce qui alourdit leur charge de travail non rémunéré (Cherukumilli et al., 2023).

**L'insécurité et les coûts de logement provoquent des inégalités d'accès à l'eau.**

Les femmes à la tête d'un foyer sont souvent exposées à des pratiques discriminatoires, à l'insécurité foncière et à des ressources financières limitées, ce qui restreint leur accès au logement et aux services essentiels (Chant et McIlwaine, 2015 ; SWA, 2021). Les personnes vivant dans des logements précaires et des établissements informels paient systématiquement leur eau plus cher que celles vivant dans des habitations homologuées (Hutton, 2012 ; Meehan et al., 2025).

**En milieu scolaire, le manque de services WASH a des répercussions sur les résultats scolaires et la santé.**

À l'échelle mondiale, 23 % des établissements scolaires ne disposent pas de services d'eau potable de base, 22 % ne disposent pas de services élémentaires d'assainissement et 33 % ne disposent pas de services élémentaires d'hygiène. Un accès universel d'ici à 2030 requiert une extension deux fois plus rapide de la couverture en termes de services de distribution d'eau et d'assainissement et quatre fois plus rapide en ce qui concerne les services d'hygiène (UNICEF/OMS, 2024). Entre 2016 et 2022, plus de 10 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans dans 41 pays ont déclaré avoir manqué l'école ou des activités sociales à cause de leurs règles ; seuls deux établissements sur cinq dispensent une éducation à la santé menstruelle (UNICEF/OMS, 2024 ; UNICEF/ONU-Femmes/Plan International, 2025).

**Des services WASH insuffisants compromettent la qualité des soins et ont des répercussions sur les travailleurs de la santé.**

En 2018, 76 % des naissances ont eu lieu dans des établissements de santé. Cependant, des conditions d'hygiène inadéquates continuent de compromettre le recours aux soins comme leur qualité (Bouزيد et al., 2018). En 2020, l'accès aux services WASH figurait parmi les cinq principales demandes de 1,2 million de femmes en matière de services de santé maternelle et reproductive (OMS/UNICEF, 2020). Bien que les femmes représentent 70 % de l'ensemble des travailleurs du secteur de la santé, seuls 78 % des établissements de santé des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) disposent de services élémentaires de distribution d'eau (OIT, 2017 ; UNICEF/OMS, 2024).

#### **L'insécurité hydrique a des répercussions avérées sur la santé physique et mentale.**

L'insécurité hydrique a des effets néfastes sur la santé physique et mentale, en particulier dans les zones rurales où les femmes et les filles sont les principales responsables de la collecte de l'eau (ONU-Femmes, 2014 ; Jayaweera et al., 2022 ; ONU, 2023). En 2020, 13 % des foyers dans 21 PRITI signalaient des blessures dues à la collecte de l'eau, les femmes étant plus susceptibles d'être touchées (Venkataramanan et al., 2020). En outre, un lien de causalité a été établi entre la collecte de l'eau pendant la grossesse et la diminution des soins prénatals (Geere et al., 2018).

#### **L'accès à l'eau et à l'assainissement hors du foyer est associé à des risques sécuritaires accrus.**

Certaines études montrent que les personnes qui se rendent aux sources d'eau ou dans des installations sanitaires, notamment dans des endroits mal éclairés ou éloignés, sont davantage exposées à des risques de violence sexuelle, de harcèlement et de viol (Sorenson et al., 2011 ; Caruso et al., 2017 ; Gibbs et al., 2020). Ces risques sont peu évoqués en raison de la stigmatisation et de la crainte de représailles (Sommer et al., 2015 ; OMS, 2024). Des cas documentés de rapports sexuels forcés en échange de services liés à l'eau ne sont pas sans lien avec des normes de genre inégalitaires, des infrastructures insuffisantes et des prix élevés (MacArthur et al., 2020 ; Merkle et al., 2023 ; WIN, 2024).

#### **Les déplacements forcés exacerbent les risques liés aux services WASH, des risques que de nouvelles mesures institutionnelles tentent de prévenir de façon plus systématique.**

Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont confrontés à des problèmes graves et peu documentés en matière de services WASH, notamment l'exposition à des maladies d'origine hydrique du fait de la perturbation des services (MSF, 2023).

## **L'accès inégal aux sources d'eau à des fins de production compromet les moyens de subsistance des femmes et la sécurité alimentaire des foyers.**

#### **Malgré leur rôle central au sein des systèmes agroalimentaires, les femmes sont confrontées à des écarts persistants en matière de salaire et de pouvoirs.**

En 2019, les systèmes agroalimentaires employaient 36 % de femmes et 38 % d'hommes au sein de la population active dans le monde. Malgré leur rôle central, le salaire des femmes occupant un emploi dans l'agriculture était moins élevé que celui des hommes de 18,4 % en 2023 (FAO, 2023).

#### **Les droits des femmes sur les terres et sur les ressources en eau restent peu protégés dans beaucoup de pays.**

En 2018, moins de 15 % des propriétaires fonciers agricoles étaient des femmes (FAO, 2018). Les informations recueillies auprès de 49 pays entre 2009 et 2023 indiquent que, dans 43 d'entre eux, les femmes étaient moins nombreuses que les hommes à posséder des terres agricoles, les hommes étant au moins deux fois plus susceptibles d'être propriétaire que les femmes dans près de la moitié de ces pays (FAO, 2025a).

#### **L'accès inégal à l'eau et aux services entraîne d'importants écarts de productivité.**

En 2023, l'écart de productivité des terres entre des exploitations de même taille mais gérées soit par des femmes, soit par des hommes, était de 24 %, essentiellement en raison d'un accès inégal aux ressources en eau,

à la technologie, au crédit et aux services de vulgarisation (FAO, 2023). Selon les données disponibles, la superficie des terres irriguées gérées par des femmes est moindre que celle gérée par des hommes, tout comme la taille des exploitations équipées pour l'irrigation (FAO, s.d.b).

**La gouvernance des ressources en eau dans l'agriculture compte insuffisamment de femmes.**

En 2023, sur 191 pays, seuls 27 % ont déclaré un niveau élevé de représentation des femmes ou une consultation régulière de celles-ci au sein des processus de gouvernance des ressources en eau (Centre PNUÉ-DHI/ Partenariat mondial pour l'eau/ONU-Femmes, 2025), notamment au sein des associations des usagers de l'eau, des organismes de bassin et des comités d'irrigation.

**Les projets d'irrigation ciblant les femmes ont donné d'excellents résultats.**

Les femmes qui ont reçu un soutien ciblé ont vu leurs rendements agricoles augmenter jusqu'à 60 % grâce à un meilleur accès à l'eau pour l'irrigation, ce qui a renforcé leur indépendance économique (Banque mondiale, 2024).

**Les femmes comptent pour une large part de la population active mondiale mais restent sous-représentées dans le secteur des services liés à l'eau.**

Les femmes comptent pour environ 40 % de la population active mondiale et pour 24 % de la main-d'œuvre du secteur industriel (Banque mondiale, s.d.). Pourtant, la participation des femmes au sein des industries hydrauliques reste limitée : en 2018-2019, elles ne représentaient que 17,7 % des effectifs des compagnies d'eau dans le monde (Banque mondiale, 2019).

## Les défis que posent les ressources en eau varient d'une région à l'autre, ce qui nécessite des solutions sexospécifiques adaptées au contexte.

**L'eau est le pilier de l'économie en Afrique, en particulier dans l'agriculture, principale consommatrice d'eau, cependant que les pénuries d'eau persistent et que l'accès aux services WASH demeure limité.**

En 2021, 79 % des prélèvements d'eau douce en Afrique ont été utilisés pour l'agriculture, secteur qui emploie plus de 45 % de la main-d'œuvre du continent et dépend fortement des précipitations et des eaux souterraines (FAO, 2025b ; FAO, s.d.c).

En 2024, les niveaux d'accès aux services de distribution d'eau et aux services d'assainissement de base étaient estimés à 58 % et 47 % respectivement (OMS/UNICEF, 2024). Le manque d'assainissement, les mauvaises conditions d'hygiène et la contamination de l'eau sont à l'origine d'environ 115 décès par heure en Afrique (OMS, s.d.).

Le manque d'accès à l'eau pèse lourdement sur les femmes, en particulier dans les zones rurales, où l'on estime qu'elles consacrent annuellement l'équivalent de 77 millions de jours de travail à des tâches liées à l'eau (WaterAid, 2023). Cette situation est particulièrement prononcée en zones rurales, où 80 % des foyers dépendent de points d'eau éloignés d'après les estimations (UNICEF/OMS, 2019).

**Les engagements politiques en faveur d'une gouvernance de l'eau équitable en termes de genre tardent à se concrétiser.**

La Vision africaine de l'eau 2025 a placé l'équité entre femmes et hommes au cœur de la sécurité hydrique (Union africaine/CEA/BAD, 2000). Toutefois, les progrès restent limités : en 2022, moins de 30 % des pays africains avaient intégré des objectifs sexospécifiques dans leurs politiques nationales relatives à l'eau (CMAE/ Union africaine, 2022). Les défaillances persistantes au niveau des cadres juridiques et institutionnels, notamment l'absence de dispositions spécifiques au genre dans les législations nationales, entravent les progrès (ELI/RII, 2020).

### **La variabilité climatique et la dégradation des écosystèmes exacerbent l'insécurité hydrique avec des répercussions différentes selon le genre.**

En Afrique subsaharienne, les précipitations irrégulières et les sécheresses prolongées se multiplient, aggravant la pénurie d'eau. La dégradation des zones humides et des forêts compromet la faculté des personnes à assurer la sécurité alimentaire et hydrique des foyers, touchant de manière disproportionnée les femmes, qui en sont généralement les principales responsables (ONU-Femmes, 2023). Les défis en matière de gouvernance et les contraintes liées aux ressources, en particulier dans les États fragiles, limitent encore davantage l'efficacité de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des ressources en eau.

### **La fracture numérique et le manque de compétences limitent la participation des femmes à la recherche de solutions pour l'eau et le climat en Afrique.**

En Afrique, l'inclusion numérique reste un défi majeur en matière d'égalité des genres : pour cent hommes capables d'utiliser un tableur, seules 40 à 44 femmes possèdent des compétences comparables. Moins d'un diplômé sur trois en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) en Afrique subsaharienne est une femme (UNESCO, 2024).

### **Le manque de financement limite les progrès dans la réalisation des objectifs liés aux services WASH et à l'égalité des genres dans le secteur de l'eau.**

Selon les estimations, il faudrait 64 milliards de dollars EU par an pour atteindre les objectifs liés aux services WASH en Afrique subsaharienne. Or, actuellement, seuls 10 à 19 milliards de dollars EU sont investis chaque année (Union africaine, 2023). Les tarifs de l'eau restent inférieurs au recouvrement des coûts, moins de la moitié des pays africains recouvrant plus de 80 % des coûts d'exploitation et d'entretien des services WASH grâce à la tarification aux usagers. Peu de financements privés vont à ce secteur, qui n'a reçu que 2 % des investissements privés en Afrique entre 2012 et 2020 (Farnault et Sarr, 2024).

### **Dans la région Asie et Pacifique, où se trouvent certaines des zones les plus vulnérables au changement climatique, les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les catastrophes naturelles liées à l'eau.**

Les décès causés par le cyclone Nargis, qui a frappé le Myanmar en 2008, étaient pour 61 %, ceux de femmes. Dans certaines régions de l'Inde et de l'Indonésie, 70 % à 80 % des décès enregistrés à la suite du tsunami de 2004 dans l'océan Indien et 91 % des décès provoqués par le cyclone de 1991 au Bangladesh concernaient des femmes (PNUD, 2013).

### **Les femmes ont désormais de meilleurs accès à l'eau potable dans la plupart des pays d'Asie mais pas dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique.**

En Asie centrale, le nombre de femmes et de filles n'ayant pas accès à des sources d'eau de surface améliorées est passé de 107 millions en 2000 à 61 millions en 2015, avant de se réduire à 31 millions en 2022. En Asie de l'Est et du Sud-Est, ce nombre est passé de 188 millions en 2000 à 73 millions en 2015 puis à 30 millions en 2022. En revanche, dans les PEID du Pacifique, il est resté stable, s'établissant à 2 millions entre 2000 et 2015 puis à 3 millions en 2022 (ONU-Femmes/DAES, 2023).

En Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Ouest, 24 % de la population doit s'approvisionner en eau hors de son domicile, une activité qui, deux tiers du temps, est effectuée par des femmes et des adolescentes. Dans plusieurs pays de la région, les femmes et les filles parcourent des distances plus longues et passent plus de temps que les hommes à collecter l'eau (CESAP/ONU-Femmes, 2024).

### **Améliorer l'accès à des services WASH adéquats dans les écoles constitue un défi important en matière de développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes.**

L'insuffisance des installations sanitaires dans les établissements scolaires compromet la santé, la dignité et les capacités d'apprentissage de millions d'enfants en Amérique latine et dans les Caraïbes : une école sur quatre ne dispose pas de services élémentaires d'alimentation en eau potable et près de deux sur cinq ne disposent pas d'installations permettant de se laver les mains, ce qui concerne jusqu'à 59 millions d'enfants (UNICEF, 2025).

### **L'Europe bénéficie d'un accès quasi universel à l'eau mais des disparités entre les genres subsistent dans le secteur de l'eau.**

Malgré un accès quasi universel à l'eau et à l'assainissement en Europe, des disparités entre les genres subsistent au niveau de la gouvernance, des savoirs, du financement et de la participation dans le secteur de l'eau (Crider and Ray, 2022; UNICEF/OMS, 2023).

L'Europe de l'Est comme l'Europe méridionale ont connu des cycles de sécheresse intensifiés dont les effets ont frappé de plein fouet l'agriculture à petite échelle. Dans la région méditerranéenne, des études ont montré que les programmes d'irrigation économes en eau ont profité de manière disproportionnée aux exploitations agricoles commerciales dirigées par des hommes tandis que les femmes ont été exclues des consultations et des mécanismes de financement (Minoia, 2007).

**La région arabe est confrontée à une grave pénurie d'eau et à des manques persistants dans les services WASH, qui compromettent l'éducation et les conditions de vie quotidienne cependant que la participation des femmes à la gestion et à la gouvernance des ressources en eau reste faible.**

La région arabe compte parmi les régions les plus pauvres en eau. Sur 22 États arabes, 19 répondent aux critères officiels de pénurie d'eau et 13 répondent aux critères officiels de pénurie absolue d'eau (CESAO, 2024).

On estime que 15 % des établissements scolaires de la région arabe ont un accès limité ou nul à l'eau tandis que 18 % ne disposent pas de services élémentaires d'assainissement (OMS/UNICEF, s.d.), ce qui n'est pas sans incidence sur la santé, l'éducation et la scolarisation des élèves.

Entre 2020 et 2024, les femmes dans les États arabes ont obtenu moins de diplômes que les hommes dans les filières STIM — des disciplines particulièrement pertinentes pour la gestion de l'eau et les services WASH (ISU, s.d.). Une étude réalisée en 2021 a révélé que ces écarts en matière d'éducation se retrouvent au sein des ressources humaines du secteur de l'eau (Afailal et al., 2021).

Un rapport concernant 19 pays a établi que l'intégration des problématiques de genre au sein de la GIRE est limitée, peu de pays procédant à un examen ou à une révision systématiques des activités et des résultats liés au genre par le biais de mécanismes de responsabilisation (CESAO/Centre PNUE-DHI, 2025).

## **Les manques persistants de données ventilées par sexe comme l'inégalité d'accès à l'éducation et la formation freinent encore l'adoption de politiques sexospécifiques de l'eau, fondées sur des données probantes.**

**Les données relatives à l'eau ventilées par sexe restent rares et fragmentées.**

Les données sur l'accès à l'eau et les tâches liées à l'eau sont limitées ; lorsqu'elles sont disponibles, elles ont souvent été collectées par foyer, ce qui ne permet pas de mettre en évidence les différences entre hommes et femmes (Miletto et al., 2019 ; Caruso, 2023). Des études de cas menées dans plusieurs pays montrent que la ventilation des données par sexe améliore le ciblage et l'efficacité des services WASH (Nauges and Strand, 2017; Silva et al., 2020; Winter et al., 2021).

S'agissant de la gestion des ressources en eau (GRE), les manques les plus flagrants de données concernent le travail agricole des femmes et leur accès à l'irrigation. En 2016, une étude ventilant les rendements agricoles en fonction des parcelles exploitées par des femmes ou par des hommes a établi que les écarts de rendement en fonction du genre étaient de 20 % à 30 % dans les PRITI (FAO, 2016).

**Il existe de plus en plus d'outils internationaux permettant la collecte de données sexospécifiques relativement à l'eau.**

Les agences de l'ONU ont mis au point et testé plusieurs outils permettant de collecter des données ventilées par sexe dans le secteur de l'eau. Il s'agit notamment d'AQUASTAT conçu par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la liste de base d'indicateurs spécifiques au genre du Département des affaires économiques et sociales, de la Boîte à outils du Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau pour le suivi et l'évaluation de données sur l'eau ventilées par sexe ainsi que du cadre

d'indicateurs sexospécifiques pour l'ODD 6 d'ONU-Eau, développé en Afrique, en Asie et en Amérique latine (Miletto et al., 2019 ; DAES, 2020 ; ONU-Eau, 2023 ; FAO, s.d.d).

La collecte de données ventilées par sexe, la mise en place de formations et le soutien à la formation professionnelle nécessitent des ressources ciblées.

**Des progrès significatifs ont été réalisés dans l'enseignement primaire, créant des conditions favorables à la réduction des écarts qui subsistent dans le domaine de l'éducation, notamment dans l'enseignement des STIM.**

Si les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire se sont améliorés à l'échelle mondiale, les filles sont toujours moins nombreuses que les garçons à terminer leurs études secondaires dans les régions à faible revenu : 36 % contre 41 % en Asie du Sud et 25 % contre 31 % en Afrique subsaharienne en 2022 (Sosale et al., 2023 ; Rapport GEM de l'UNESCO/ISU, 2024).

Dans 87 % des pays qui communiquent des données sur les inscriptions dans les filières STIM, les différences entre genres sont visibles dès l'enseignement secondaire (Straza, 2024). Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de s'inscrire dans les filières d'ingénierie, de fabrication industrielle et de construction, ce qui contribue à leur faible représentation aux postes de gestion et de gouvernance de l'eau (WWAP de l'UNESCO, 2021 ; Straza, 2024).

Un renforcement des compétences est également possible grâce aux programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) des institutions ainsi qu'aux programmes de formation informels relatifs à l'eau. Au Mexique par exemple, les femmes représentaient 40 % des effectifs (9 675), ce qui témoigne d'une participation croissante des femmes aux formations structurées<sup>1</sup>.

## **Bien qu'elles soient les plus concernées, les femmes restent sous-représentées dans la gestion et la gouvernance des ressources en eau, ce qui limite leur influence sur les décisions importantes.**

**Le secteur mondial de l'eau doit saisir l'opportunité qui s'offre à lui de promouvoir l'inclusion et d'améliorer ses performances en élargissant la participation des femmes aux postes techniques et de direction.**

Les données recueillies auprès de 64 prestataires de services d'eau et d'assainissement dans 28 PRITI ont mis en évidence d'importantes possibilités d'accroître la participation et le leadership des femmes dans le secteur de l'eau (Banque mondiale, 2019). Alors que les femmes représentaient moins d'un travailleur sur cinq dans ce secteur et qu'à l'échelle mondiale, l'écart salarial entre hommes et femmes restait en moyenne proche de 20 % (OIT, 2019), de nombreux prestataires de services d'eau et d'assainissement reconnaissent désormais la valeur de la diversité au sein des équipes. Plus particulièrement, l'augmentation de la présence des ingénieures et des femmes cadres, qui étaient respectivement absentes chez un tiers et 12 % des prestataires (Banque mondiale, 2019), offre l'évidente possibilité de renforcer les performances, l'innovation et l'équité de genre sur l'ensemble du secteur.

**La nécessité de renforcer l'intégration des problématiques de genre dans la gouvernance de l'eau afin de mettre en place des processus de décision plus inclusifs et plus efficaces est de plus en plus reconnue au niveau international.**

<sup>1</sup> Informations fournies par le Directeur général de l'Asociación Nacional de Entidades de Agua y Saneamiento (ANEAS), juillet 2025, communication personnelle.

En ce qui concerne l'indicateur 6.5.1 des ODD, les taux moyens mondiaux d'intégration des problématiques de genre dans les lois, politiques et plans de gestion des ressources en eau sont passés de 54 % à 58 % entre 2020 et 2023. Cependant, seuls 27 % des pays ont déclaré avoir atteint leurs objectifs en matière d'égalité des genres tandis que 15 % ne disposaient d'aucun mécanisme d'intégration des problématiques de genre et 31 % étaient confrontés à des limites en matière de mise en œuvre, de financement ou de suivi (Centre PNUE-DHI/Partenariat mondial pour l'eau/ONU-Femmes, 2025).

La plupart des politiques nationales ciblent désormais explicitement les femmes et les filles, et les pays redoublent d'efforts pour renforcer leurs engagements en mettant progressivement en place des mécanismes de suivi et des financements spécifiques afin de garantir la fourniture effective des services (OMS, 2022).

En 2021-2022, les femmes occupaient moins de la moitié des postes WASH dans la fonction publique de 79 sur 109 pays sondés et moins de 10 % de ces postes dans près d'un quart des pays (OMS, 2022). Une enquête menée auprès de 173 organisations du secteur de l'eau de pays en développement a montré que 36 % des femmes occupaient des postes moins qualifiés, 38 % des postes de niveau intermédiaire et seulement 26 % des postes de direction (Oluwasanya et al., 2024).

Des études ont montré que la faible présence des femmes à la tête des associations des usagers de l'eau d'irrigation entraîne une gestion inefficace, une équité insuffisante et une durabilité moindre (Imburgia et al., 2020).

En ce qui concerne l'indicateur 6.5.2 des ODD, les analyses indiquent que seuls 19 % des organismes de bassins fluviaux ont une gestion qui intègre des objectifs d'égalité et d'inclusion, et seulement 15 % d'entre eux incluent des tâches liées au genre au sein des organes communs. Les organisations de femmes ont un statut d'observateur dans 10 % des organismes de bassins fluviaux et un rôle consultatif dans 8 % de ceux-ci, ce qui prouve une inclusion institutionnelle limitée (CEE/UNESCO/ONU-Eau, 2024).

**Des progrès notables ont été réalisés dans la représentation et la gouvernance grâce aux quotas de genre et au leadership des femmes.**

Le recours à des quotas de genre dans la gouvernance favorise l'équité et la durabilité (ECOSOC, 2022 ; ECOSOC 2025). Le nombre de femmes à la tête de ministères de l'environnement est ainsi passé à 28 % en janvier 2024 contre 15 % en 2020 et 12 % en 2015 (UICN, 2021 ; ONU-Femmes, 2024b).

---

## **Pour que progresse l'égalité des genres, il est essentiel de remédier aux manques de financements persistants en réalisant des investissements plus efficaces et plus soucieux des problématiques de genre dans le secteur de l'eau.**

**Il existe des opportunités réelles d'augmenter les investissements mondiaux dans le secteur de l'eau pour répondre aux besoins croissants et dégager de nombreux bénéfices sociaux, économiques et environnementaux.**

En 2022, les investissements mondiaux dans les infrastructures et la gestion hydriques se sont élevés à environ 300 milliards de dollars EU par an, alors que l'on estime à 700 milliards de dollars EU par an le déficit de financement à combler pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau d'ici à 2030 (OCDE, 2022). Faute d'une augmentation des taux d'investissement, les besoins de financement cumulés pour les infrastructures hydriques devraient atteindre 6 700 milliards de dollars EU d'ici à 2030 et 22 600 milliards de dollars EU d'ici à 2050 (Khemka et al., 2023 ; Voegelé et al., 2024). Les déficits les plus importants se concentrent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où l'accès à une eau et à un assainissement gérés de façon sûre reste le plus faible (UNICEF/OMS, 2023).

**Renforcer les financements traditionnels et améliorer l'efficacité des services d'eau offrent des opportunités de répondre aux besoins croissants du secteur.**

Les tarifs, les taxes et les transferts demeurent les principaux moyens de financement des services liés à l'eau mais ils sont généralement insuffisants pour répondre aux besoins d'investissement. Du fait de manques d'efficacité, les services de distribution d'eau accusent des pertes financières qui sont estimées à environ 15 % de l'ensemble des coûts d'exploitation. La réduction des dépenses publiques peut entraîner une augmentation du travail non rémunéré lié à l'eau, travail assumé de manière disproportionnée par les femmes (Joseph et al., 2024).

**Les investissements dans le secteur de l'eau génèrent des rendements économiques élevés.**

D'après une estimation mondiale réalisée en 2014, chaque dollar EU investi dans le secteur de l'eau génère environ 4,3 dollars EU de bénéfices, grâce à la réduction des dépenses de santé, à la diminution des niveaux de pollution et à l'augmentation de la fréquentation scolaire (OMS/ONU-Eau, 2014).

**Le montant de l'aide publique au développement (APD) attribuée au secteur de l'eau a diminué mais les exigences des donateurs incluent de plus en plus l'intégration et le suivi d'objectifs en matière d'égalité des genres.**

Au titre de l'APD, les engagements à destination de l'approvisionnement en eau et l'assainissement ont diminué de 9 % entre 2022 et 2023. Cependant, la part des projets financés par l'APD qui comporte au moins un objectif majeur en matière d'égalité des genres a augmenté de manière régulière et atteint 35 % en 2023 (WHO/UNICEF, 2025b).

**Les financements privés jouent un rôle limité bien que croissant dans le secteur de l'eau.**

En réponse aux pressions budgétaires et au recul de l'APD, une plus grande attention est désormais accordée à la mobilisation des capitaux privés. En 2017, 9 % des investissements dans les infrastructures hydriques ont été financés par des partenariats public-privé (Joseph et al., 2024). Dans le cas de systèmes à petite échelle tels l'irrigation et le traitement des eaux usées communautaires, le microfinancement et les banques de détail ont été identifiés comme des canaux de financement pertinents (Khemka et al., 2023).

**Les possibilités d'intégrer les problématiques de genre dans les cadres de financement du secteur se multiplient, renforçant l'équité et l'efficacité des investissements.**

Une étude portant sur les plans nationaux relatifs aux ressources en eau a révélé qu'en 2015, seuls 16 % d'entre eux désignaient explicitement les femmes comme parties prenantes essentielles ou participantes de premier plan à l'adaptation au changement climatique (Fletcher et Schonewille, 2015). Même dans les régions où les déficits de financement sont relativement faibles, comme en Amérique latine, les charges liées aux services WASH restent élevées pour les femmes, ce qui dénote un déséquilibre entre les niveaux d'investissement et les résultats visés en matière d'égalité des genres (UNICEF/OMS, 2023 ; Joseph et al., 2024).

**Le fait que les manquements en matière de gouvernance réduisent l'efficacité du financement est de plus en plus reconnu.**

Tant la corruption que la mauvaise allocation des fonds ont limité l'impact des investissements dans les services WASH. Dans certains contextes, les fonds alloués à ces services sont volés ou détournés, ce qui contribue à la persistance du manque de services (Ohwo, 2019) et alourdit, souvent et sans compensation, la charge des foyers.

**Le financement participatif tenant compte des problématiques de genre permet d'obtenir des gains de performance mesurables.**

En 2024, 90 % des investisseurs appliquant une stratégie d'investissement tenant compte des problématiques de genre ont déclaré avoir atteint ou dépassé leurs objectifs financiers et 51 % ont également fait état de résultats à fort impact (Hand et al., 2024).

**En termes d'accès à l'eau, la microfinance adaptée au genre a pris de l'ampleur.**

Mise en œuvre entre 2004 et 2021, l'initiative WaterCredit de Water.org a aidé plus de 30 millions de personnes, dont 87 % de femmes, dans treize pays par des microcrédits tenant compte du genre et destinés à faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement (Damon et White, 2021).

## Le financement tenant compte des problématiques de genre fait de plus en plus partie des instruments multilatéraux.

Le Fonds vert pour le climat impose des évaluations sexospécifiques pour tous les projets d'adaptation tandis que le Fonds pour l'environnement mondial renforce les exigences en matière d'indicateurs sexospécifiques et de compétences des chefs de projet (FVC, s.d. ; IW:LEARN du GEF/WWAP de l'UNESCO, à paraître). Les instruments de financement axés sur les résultats, y compris ceux promus par la Banque mondiale, intègrent de plus en plus des objectifs sexospécifiques dans les projets liés à l'eau et à l'assainissement.

## Références

Afailal, C., Brouma, A., Carmi, N., Al Sayegh, M., Sileet, T. M. et Zoubi, M. 2021. *Empowering Women in Water Diplomacy in the Middle East and North Africa: A Comparative Study of Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco and Palestine*. Partenariat mondial pour l'eau — Méditerranée (GWP-Med)/ Geneva Water Hub. [www.genevawaterhub.org/resources/comparative-study-empowering-women-water-diplomacy-middle-east-and-north-africa-mena](http://www.genevawaterhub.org/resources/comparative-study-empowering-women-water-diplomacy-middle-east-and-north-africa-mena).

Banque mondiale. 2019. *Participation des femmes dans les compagnies des eaux : Comment surmonter les obstacles*. Washington, Banque mondiale. [hdl.handle.net/10986/32319](https://hdl.handle.net/10986/32319).

—. 2024. « A New Dawn for Women in Irrigated Farming ». Reportage. Site web de la Banque mondiale, 14 mars 2024. [www.worldbank.org/en/news/feature/2024/03/14/a-new-dawn-for-women-in-irrigated-farming](http://www.worldbank.org/en/news/feature/2024/03/14/a-new-dawn-for-women-in-irrigated-farming).

—. s.d. Les données ouvertes de la Banque mondiale. Site web de la Banque mondiale. [donnees.banquemondiale.org/](https://donnees.banquemondiale.org/) (consulté le 18 avril 2025).

Bouزيد, M., Cumming, O. et Hunter, P. R. 2018. « What is the impact of water sanitation and hygiene in healthcare facilities on care seeking behaviour and patient satisfaction? A systematic review of evidence from low-income and middle-income countries ». *BMJ Global Health*, vol. 3, n° 3, article e000648. [doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000648](https://doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000648).

Caruso, B. A. 2023. « Water is life, particularly for women ». *Nature Water*, vol. 1, n° 124. [doi.org/10.1038/s44221-023-00035-2](https://doi.org/10.1038/s44221-023-00035-2).

Caruso, B. A., Clasen, T., Yount, K. M., Cooper, H. L., Hadley, C. et Haardörfer, R. 2017. « Assessing women's negative sanitation experiences and concerns: The development of a novel sanitation insecurity measure ». *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 14, n° 7, article 755. [doi.org/10.3390/ijerph14070755](https://doi.org/10.3390/ijerph14070755).

CEE/UNESCO/ONU-Eau (Commission économique pour l'Europe/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture/ONU-Eau). 2024. *Progrès en matière de coopération dans le domaine des eaux transfrontières : Bilan à mi-parcours de l'indicateur 6.5.2 des ODD, avec une attention particulière accordée aux changements climatiques*. Paris, UNESCO. [www.unwater.org/sites/default/files/2025-02/sdg652\\_2024\\_progress\\_report\\_final\\_fr.pdf](http://www.unwater.org/sites/default/files/2025-02/sdg652_2024_progress_report_final_fr.pdf).

Centre PNUE-DHI/Partenariat mondial pour l'eau/ONU-Femmes (Centre de collaboration sur l'eau et l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Institut hydraulique danois/Partenariat mondial pour l'eau/Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). 2025. *Mainstreaming Gender Equality in Water Resources Management: Global Status and 7 Pathways to Progress*. Note d'orientation. [www.unwomen.org/sites/default/files/2025-03/policy-brief-mainstreaming-gender-equality-in-water-resources-management-en.pdf](http://www.unwomen.org/sites/default/files/2025-03/policy-brief-mainstreaming-gender-equality-in-water-resources-management-en.pdf).

CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale). 2024. *The Water Action Decade (2018-2028): Midterm Review in the Arab Region*. Dixième rapport de la CESAO sur la mise en valeur des ressources en eau. Beyrouth, Organisation des Nations Unies. [www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/escwa-water-development-report-10-english\\_0.pdf](http://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/escwa-water-development-report-10-english_0.pdf).

CESAO/Centre PNUE-DHI (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale/Centre de collaboration sur l'eau et l'environnement du PNUE et de l'Institut hydraulique danois). 2025. *2024 Progress Report on the Implementation of Integrated Water Resources Management in the Arab Region: Midterm Status of Sustainable Development Goal Indicator 6.5.1*. Beyrouth, Organisation des Nations Unies. [www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/2024-progress-report-implementation-integrated-water-resources-management-arab-region-english.pdf](http://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/2024-progress-report-implementation-integrated-water-resources-management-arab-region-english.pdf).

CESAP/ONU-Femmes (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique/Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). 2024. *Charting New Paths for Gender Equality and Empowerment: Asia-Pacific Regional Report on Beijing+ 30 Review*. Organisation des Nations Unies. [asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2024/11/charting-new-paths-for-gender-equality-and-empowerment-asia-pacific-regional-report-on-beijing30-review](http://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2024/11/charting-new-paths-for-gender-equality-and-empowerment-asia-pacific-regional-report-on-beijing30-review).

- Chant, S. et McIlwaine, C. 2015. *Cities, Slums and Gender in the Global South: Towards a Feminised Urban Future*. Première édition. Londres, Routledge. doi.org/10.4324/9781315862996.
- Cherukumilli, K., Ray, I. et Pickering, A. J. 2023. « Evaluating the hidden costs of drinking water treatment technologies ». *Nature Water*, vol. 1, p. 319 à 327. doi.org/10.1038/s44221-023-00055-y.
- CMAE/Union africaine (Conseil des ministres africains de l'eau/ Union africaine). 2022. *Rapport 2022 sur l'eau et l'assainissement en Afrique : Tirer parti des partenariats pour assurer une disponibilité durable de l'eau à toutes fins utiles*. Abuja, CMAE. amcow.ams3.cdn.digitaloceanspaces.com/resources/FR\_Single%20page\_AMCOW\_R2022\_v2\_compressed.pdf.
- Crider, Y. S. et Ray, I. 2022. « Water and development: A gender perspective ». *Oxford Research Encyclopedia of Environmental Science*. doi.org/10.1093/acrefore/9780199389414.013.685.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU). 2020. « The World's Women 2020: Trends and Statistics ». Site web du DAES. www.un.org/en/desa/world%E2%80%99s-women-2020.
- Damon, M. et White, G. 2021. « Matt Damon and Gary White: Invest in Women to Solve the Water and Sanitation Crisis ». Site web de *Fortune*. fortune.com/2021/04/27/matt-damon-women-water-sanitation-crisis/ (consulté le 14 août 2025).
- ECOSOC (Conseil économique et social de l'ONU). 2022. *Réalisation de l'égalité des genres et avancement de toutes les femmes et de toutes les filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs aux changements climatiques et à la réduction des risques environnementaux et des risques de catastrophes*. Rapport du Secrétaire général. Soixante-sixième session, 14-25 mars 2022, E/CN.6/2022/3. docs.un.org/fr/E/CN.6/2022/3.
- . 2025. *Examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale*. Rapport du Secrétaire général. Soixante-neuvième session, 10-21 mars 2025, E/CN.6/2025/3. docs.un.org/fr/E/CN.6/2025/3.
- ELI/RRI (Environmental Law Institute/Initiative des droits et ressources). 2020. *Whose Water: A Comparative Analysis of National Laws and Regulations Recognizing Indigenous Peoples', Afro-Descendants', and Local Communities' Water Tenure*. Washington, ELI/RRI. rightsandresources.org/wp-content/uploads/2020/02/WhoseWater.pdf.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2016. « How Can Women Control Water? Increase Agriculture Productivity and Strengthen Resource Management ». Rome, FAO. openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/4c96a466-44ab-4513-a36b-5935237ac4e5/content.
- . 2018. *The Gender Gap in Land Rights*. Document d'orientation. Rome, FAO. www.fao.org/3/i8796en/I8796EN.pdf.
- . 2023. *La situation des femmes dans les systèmes agro-alimentaires*. Rome, FAO. doi.org/10.4060/cc5343fr.
- . 2025a. *Suivi des progrès des indicateurs des ODD liés à l'alimentation et à l'agriculture 2025*. Rome, FAO. openknowledge.fao.org/items/0f703546-fda0-43bc-ad88-d7316683d239.
- . 2025b. *Employment Indicators 2000-2023 — July 2025 Update*. Note technique de FAOSTAT, n° 110. Rome, FAO. doi.org/10.4060/cd5821en.
- . s.d.a. AQUASTAT — Système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture. Pression sur les ressources en eau. Site web de la FAO. data.apps.fao.org/aquastat/?lang=fr (consulté le 2 décembre 2025).
- . s.d.b. AQUASTAT — Système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture. Données nationales. Rome, site web de la FAO. www.fao.org/aquastat/fr/data-analysis/water-gender/national-data (consulté le 7 octobre 2025).
- . s.d.c. Part d'eau prélevée par l'agriculture (en % des prélèvements totaux d'eau douce) — Afrique subsaharienne. AQUASTAT — Système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture. Site web de la FAO. www.fao.org/aquastat/fr/geospatial-information/maps (consulté le 7 novembre 2025).
- . s.d.d. AQUASTAT - Système d'information mondial de la FAO sur l'eau et l'agriculture. Étude de cas. Site web de la FAO. www.fao.org/aquastat/fr/data-analysis/water-gender/case-study.
- Farnault, A. et Sarr, K. 2024. *Diversifying Sources of Finance for Water in Africa*. Document de travail sur l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n° 248. Paris, Éditions OCDE. doi.org/10.1787/114791fd-en.
- Fletcher, A. et Schonewille, R. 2015. *Overview of Resources on Gender-Sensitive Data Related to Water*. Collection Genre et Eau. Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000235389.
- FVC (Fonds vert pour le climat). s.d. « Gender ». Site web du FVC. www.greenclimate.fund/projects/sustainability-inclusion/gender.

- Geere, J. L., Cortobius, M., Geere, J. H., Hammer, C. C. et Hunter, P. R. 2018. « Is water carriage associated with the water carrier's health? A systematic review of quantitative and qualitative evidence ». *BMJ Global Health*, vol. 3, article e000764. doi.org/10.1136/bmjgh-2018-000764.
- Gibbs, A., Reddy, T., Khanyile, D. et Cawood, C. 2020. « Non-partner sexual violence experience and toilet type amongst young (18–24) women in South Africa: A population-based cross-sectional analysis ». *Global Public Health*, vol. 16, n° 4, p. 590 à 596. doi.org/10.1080/17441692.2020.1813787.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 2022. *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Cambridge, Royaume-Uni/New York, États-Unis, Cambridge University Press. doi.org/10.1017/9781009325844.
- Hand, D., Sunderji, S., Ulanow, M., Remsberg, R. et Xiao, K. 2024. *In Focus: Gender and Impact Investing in 2024*. Global Impact Investing Network (GIIN). thegiin.org/publication/research/in-focus-gender-and-impact-investing-in-2024.
- Hutton, G. 2012. *Monitoring "Affordability" of Water and Sanitation Services After 2015: Review of Global Indicator Options*. Article soumis auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène. washdata.org/sites/default/files/documents/reports/2017-07/Hutton-2012-monitoring-affordability-of-water-and-sanitation-services.pdf.
- Imburgia, L., Osbahr, H., Cardey, S. et Momsen, J. 2020. « Inclusive participation, self-governance, and sustainability: Current challenges and opportunities for women in leadership of communal irrigation systems ». *Environment and Planning E: Nature and Space*, vol. 4, n° 3, p. 886 à 914. doi.org/10.1177/2514848620934717.
- ISU (Institut de statistique de l'UNESCO). s.d. Pourcentage de diplômés des filières scientifiques, technologiques, d'ingénierie et mathématiques (STIM) dans l'enseignement supérieur, par sexe [Ensemble de données]. Site web de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). databrowser.uis.unesco.org/ (consulté le 20 mai 2025).
- IW:LEARN du GEF/WWAP de l'UNESCO (Réseau international d'échange de connaissances et de ressources sur les eaux internationales du Fonds pour l'environnement mondial/Programme mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour l'évaluation des ressources en eau). À paraître. *How to Integrate Gender Equality, Women's Empowerment and Inclusion in GEF IW Projects*.
- Jayaweera, R. T., Goin, D., Twine, R., Neilands, T. B., Wagner, R. G., Lippman, S. A., Kahn, K., Pettifor, A. et Ahern, J. 2022. « Associations between WASH-related violence and depressive symptoms in adolescent girls and young women in South Africa (HPTN 068): A cross-sectional analysis ». *BMJ Open*, vol. 12, n° 7. doi.org/10.1136/bmjopen-2022-061032.
- Joseph, G., Hoo, Y. R., Wang, Q., Bahuguna, A. et Andres, L. A. 2024. *Funding a Water-Secure Future: An Assessment of Global Public Spending*. Washington, Banque mondiale. documents1.worldbank.org/curated/en/099050624154572979/pdf/P172944-00adb1e8-ccd1-4542-88ab-d289e7f2f00b.pdf.
- Khemka, R., Lopez, P. et Jensen, O. 2023. *Scaling Up Finance for Water: A WBG Strategic Framework and Roadmap for Action*. Washington, Banque mondiale. doi.org/10.1596/40225.
- Kuzma, S., Saccoccia, L. et Chertock, M. 2023. « 25 Countries, Housing One-Quarter of the Population, Face Extremely High Water Stress ». Site web de l'Institut des ressources mondiales (WRI). www.wri.org/insights/highest-water-stressed-countries.
- MacArthur, J., Carrard, N. et Willetts, J. 2020. « WASH and gender: A critical review of the literature and implications for gender-transformative WASH research ». *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development*, vol. 10, n° 4, p. 818 à 827. doi.org/10.2166/washdev.2020.232.
- Meehan, K., Jurjevich, J. R., Everitt, L., Chun, N. M. J. W. et Sherrill, J. 2025. « Urban inequality, the housing crisis and deteriorating water access in US cities ». *Nature Cities*, vol. 2, n° 1, p. 93 à 103. doi.org/10.1038/s44284-024-00180-z.
- Merkle, O., Allakulov, U., Gonzalez, D., Sánchez, A. H., Rabbi, S. E. et Hasan, Z. 2023. « When vulnerabilities are exploited — The role of sextortion in the WASH sector in Bangladesh ». *Frontiers in Water*, vol. 5, article 1048594. doi.org/10.3389/frwa.2023.1048594.
- Miletto, M., Pangare, V. et Thuy, L. 2019. *Outil 1 — Indicateurs sexospécifiques pour évaluer, surveiller et rendre compte des ressources en eau*. Boîte à outils du WWAP de l'UNESCO pour le suivi et l'évaluation de données sur l'eau ventilées par sexe. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf00000385543.
- Minoia, G. 2007. « Gender issue and water management in the Mediterranean basin, Middle East and North Africa ». Document de travail de la Fondation Eni Enrico Mattei, n° 49. *SSRN Electronic Journal*, janvier. doi.org/10.2139/ssrn.984472.
- MSF (Médecins Sans Frontières). 2023. « Kenya : une catastrophe sanitaire imminente dans les camps de réfugiés de Dadaab ? ». Site web de MSF. www.msf.fr/actualites/kenya-une-catastrophe-sanitaire-imminente-dans-les-camps-de-refugies-de-dadaab.

- Nauges, C. et Strand, J. 2017. « Water hauling and girls' school attendance: Some new evidence from Ghana ». *Environmental and Resource Economics*, vol. 66, p. 65 à 88. doi.org/10.1007/s10640-015-9938-5.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2022. *Financing a Water Secure Future*. Études de l'OCDE sur l'eau. Paris, Éditions OCDE. doi.org/10.1787/a2ecb261-en.
- Ohwo, O. 2019. « Dimensions of inequality in urban and rural water, sanitation and hygiene services in Sub-Saharan Africa ». *European Scientific Journal*, vol. 15, n° 8, p. 144 à 162. doi.org/10.19044/esj.2019.v15n8p144.
- OIT (Organisation internationale du travail). 2017. *Améliorer les conditions d'emploi et de travail dans les services de santé*. Rapport pour discussion à la Réunion tripartite sur les moyens d'améliorer les conditions d'emploi et de travail dans les services de santé, Genève, 24-28 avril 2017. Genève, OIT. www.ilo.org/fr/publications/am%C3%A9liorer-les-conditions-d%E2%80%99emploi-et-de-travail-dans-les-services-de-sant%C3%A9.
- . 2019. *Une avancée décisive vers l'égalité entre hommes et femmes : Un meilleur avenir du travail pour tous*. Genève, OIT. www.ilo.org/fr/publications/major-publications/une-avancee-decisive-vers-legalite-entre-hommes-et-femmes-un-meilleur.
- Oluwasanya, G., Omoniyi, A., Qadir, M. et Madani, K. 2024. « Quantifying women in the water workforce ». *Nature Water*, vol. 2, p. 805 à 806. doi.org/10.1038/s44221-024-00308-4.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2022. *Strong Systems and Sound Investments: Evidence on and Key Insights into Accelerating Progress on Sanitation, Drinking-Water and Hygiene. UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-water (GLAAS) 2022 Report*. Genève, OMS. iris.who.int/handle/10665/365297.
- . 2024. *Violence à l'encontre des femmes*. Site web de l'OMS. www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women.
- . s.d. *Overview (Water)*. Site web de l'OMS Afrique. www.afro.who.int/node/5707.
- OMS/ONU-Eau (Organisation mondiale de la Santé/ONU-Eau). 2014. *Investing in Water and Sanitation: Increasing Access, Reducing Inequalities. UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS) 2014 Report*. Genève, OMS. iris.who.int/handle/10665/139735.
- OMS/UNICEF (Organisation mondiale de la Santé/Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2020. *Rapport de situation mondial sur les services WASH dans les établissements de santé : Les impératifs premiers*. Genève, OMS. iris.who.int/handle/10665/349574.
- . 2024. *Eau, assainissement, hygiène, nettoyage de l'environnement et gestion des déchets dans les établissements de santé — Mise à jour des données 2023 et attention particulière portée aux soins de santé primaires*. Genève/New York, OMS/UNICEF. iris.who.int/handle/10665/380857 (en anglais).
- . 2025a. *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000-2024: Special Focus on Inequalities*. Genève/New York, OMS/UNICEF. iris.who.int/handle/10665/383246.
- . 2025b. *State of Systems for Drinking-Water, Sanitation and Hygiene: Global Update 2025*. Genève, OMS/UNICEF. iris.who.int/handle/10665/384783.
- . s.d. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène — Données mondiales sur les services WASH, 2017-2023. Genève, site du JMP. washdata.org/data/downloads (consulté le 20 mai 2025).
- ONU (Organisation des Nations Unies). 2023. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2023 — Partenariats et coopération pour l'eau*. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384658.
- . 2024. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2024 — L'eau pour la prospérité et la paix*. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388949.
- . 2025. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2025 — Montagnes et Glaciers : des châteaux d'eau*. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393073.
- ONU-Eau. 2023. « Webinaires d'ONU-Eau pour promouvoir la contextualisation du genre dans les indicateurs mondiaux de l'ODD 6 ». Site web d'ONU-Eau, 9 novembre 2023. www.unwater.org/news/un-water-webinars-promoting-gender-contextualization-sdg-6-global-indicators.
- . s.d. Sixième objectif de développement durable sur l'eau et l'assainissement (ODD 6). www.sdg6data.org/fr (consulté le 4 décembre 2025).
- ONU-Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes). 2014. « Collecting and Carrying Water, Burdensome Reality for Women ». Site web d'ONU-Femmes. www.unwomen.org/en/news/stories/2014/3/collecting-and-carrying-water-burdensome-reality-for-women.

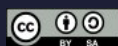
- . 2023. *From Commodity to Common Good: A Feminist Agenda to Tackle the World's Water Crisis. Spotlight on Goal 6*. New York, ONU-Femmes. doi.org/10.18356/27092372-5.
- . 2024a. *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024*. New York, ONU-Femmes. www.unwomen.org/sites/default/files/2024-12/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2024-fr\_0.pdf.
- . 2024b. *Women Political Leaders 2024*. New York, ONU-Femmes. www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Poster-Women-political-leaders-2024-en.pdf.
- ONU-Femmes/DAES (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes/Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies). 2023. *Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023*. New York, ONU-Femmes/DAES. www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2023/09/progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2023.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2013. *Gender and Disaster Risk Reduction*. Document d'orientation n° 3. New York, PNUD. www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/PB3-AP-Gender-and-disaster-risk-reduction.pdf.
- Rapport GEM de l'UNESCO/ISU (Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture/Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 2024. *Investir dans l'éducation des femmes et des filles : un investissement judicieux pour accélérer le développement. #SonÉducationNotreAvenir*. Paris, UNESCO. unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388934\_fr.
- Silva, B. B., Sales, B., Lanza, A. C., Heller, L. et Rezende, S. 2020. « Water and sanitation are not gender-neutral: Human rights in rural Brazilian communities ». *Water Policy*, vol. 22, No 1, p. 102 à 120. doi.org/10.2166/wp.2020.126.
- Sommer, M., Ferron, S., Cavill, S. et House, S. 2015. « Violence, gender and wash: Spurring action on a complex, under-documented and sensitive topic ». *Environment & Urbanization*, vol. 27, p. 105 à 116. doi.org/10.1177/0956247814564528.
- Sorenson, S. B., Morssink, C. et Campos, P. A. 2011. « Safe access to safe water in low income countries: Water fetching in current times ». *Social Science & Medicine*, vol. 72, n° 9, p. 1522 à 1526. doi.org/10.1016/j.socscimed.2011.03.010.
- Sosale, S., Harrison, G. M., Tognatta, N., Nakata, S. et Gala, P. M. 2023. *Engendering Access to STEM Education and Careers in South Asia* [S. Brown et P. Holtz (éds)]. Forum de l'Asie du Sud sur le développement durable. Banque mondiale. hdl.handle.net/10986/39486.
- Straza, T. 2024. *Changing the Equation: Securing STEM Futures for Women*. Paris, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391384.
- SWA (Assainissement et eau pour tous). 2021. *Strengthening Gender Equality in Access to Water, Sanitation and Hygiene*. Document d'information de SWA. www.sanitationandwaterforall.org/sites/default/files/2021-04/SWA%20Briefing%20Paper%20-%20WASH%20and%20gender\_FINAL.pdf.
- UICN (Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources). 2021. « New Data Reveals Slow Progress in Achieving Gender Equality in Environmental Decision Making ». Site web de l'UICN, 1<sup>er</sup> mars 2021. iucn.org/news/gender/202103/new-data-reveals-slow-progress-achieving-gender-equality-environmental-decision-making.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture). 2024. *Rapport mondial de suivi de l'éducation 2024, rapport sur l'égalité des genres — La technologie à ses conditions : égalité des genres et inclusion*. Paris, UNESCO. unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000391984.
- UNESCO/ONU-Eau (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture/ONU-Eau). 2020. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2020 — L'eau et les changements climatiques*. Paris, UNESCO. unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372941.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance). 2016. *Harnessing the Power of Data for Girls: Taking Stock and Looking Ahead to 2030*. New York, UNICEF. www.unicef.org/documents/harnessing-power-data-girls-taking-stock-and-looking-ahead-2030.
- . 2025. « Agua, mujeres y niñas: Un legado para el mañana ». Données présentées lors du webinaire organisé par le Foro Centroamericano y República Dominicana de Agua Potable y Saneamiento (Focard-APS) et le Système d'intégration centraméricain (SICA) (en espagnol).
- UNICEF/OMS (Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Organisation mondiale de la Santé). 2019. *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2017 : Gros plan sur les inégalités*. New York/Genève, UNICEF/OMS. iris.who.int/handle/10665/333540.
- . 2023. *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2022 : Gros plan sur les questions de genre*. New York/Genève, UNICEF/OMS. www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/les-femmes-et-les-filles-sont-les-plus-touchees-par-la-crise-de-leau (en anglais).

- . 2024. *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire, 2015-2023 : Gros plan sur la santé menstruelle*. New York/Genève, UNICEF/OMS. [iris.who.int/handle/10665/381718](https://iris.who.int/handle/10665/381718).
- UNICEF/ONU-Femmes/Plan International (Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes/Plan International). 2025. *Les Filles inspirent : Bilan des progrès réalisés au cours des 30 dernières années en matière de droits des adolescentes*. New York, UNICEF. [data.unicef.org/resources/girl-goals-report](https://data.unicef.org/resources/girl-goals-report).
- Union africaine. 2023. *La montée en puissance des investissements en Afrique : Plan d'action pour l'investissement. Comment mobiliser 30 milliards de dollars par an pour assurer la sécurité de l'eau et l'assainissement durable en Afrique*. Afrique du Sud, Panel international de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique. [aipwater.org/wp-content/uploads/2024/03/Investment-Action-Plan-Final-FR-2024.pdf](https://aipwater.org/wp-content/uploads/2024/03/Investment-Action-Plan-Final-FR-2024.pdf).
- Union africaine/CEA/BAD (Union africaine/Commission économique pour l'Afrique/Banque africaine de développement). 2000. *Vision Africaine de l'eau pour 2025 : Exploitation équitable et durable de l'eau aux fins de développement socio-économique*. Nairobi, CEA. [https://www.ircwash.org/sites/default/files/vision\\_africaine\\_de\\_leau\\_pour\\_2025.pdf](https://www.ircwash.org/sites/default/files/vision_africaine_de_leau_pour_2025.pdf).
- Venkataramanan, V., Geere, J.-A. L., Thomae, B., Stoler, J., Hunter, P. R. et Young, S. L. 2020. « In pursuit of 'safe' water: The burden of personal injury from water fetching in 21 low-income and middle-income countries ». *BMJ Global Health*, vol. 5, n° 10, article e003328. [doi.org/10.1136/bmjgh-2020-003328](https://doi.org/10.1136/bmjgh-2020-003328).
- Voegele, J., Gouled, M. et Tafara, E. 2024. « Scaling Up Finance to Ensure a Water-Secure Future for All ». Blogs de la Banque mondiale. [blogs.worldbank.org/en/voices/scaling-up-finance-to-ensure-a-water-secure-future-for-all](https://blogs.worldbank.org/en/voices/scaling-up-finance-to-ensure-a-water-secure-future-for-all).
- WaterAid. 2023. *Mission-Critical: Invest in Water, Sanitation and Hygiene for a Healthy and Green Economic Recovery*. WaterAid. [www.wateraid.org/us/sites/g/files/jkxoof291/files/mission-critical-invest-in-wash-for-a-healthy-green-recovery---en-digital.pdf](https://www.wateraid.org/us/sites/g/files/jkxoof291/files/mission-critical-invest-in-wash-for-a-healthy-green-recovery---en-digital.pdf).
- WIN (Réseau pour l'intégrité dans le domaine de l'eau). 2024. *Gender Equality in the WASH Sector: A Concise Research Report*. Université des sciences appliquées de Windesheim. [www.windesheim.com/getmedia/e99e5b50-8ce9-4455-bcb8-6f7b1cd97b08/RICHTER\\_Mona\\_1138387\\_CRR\\_2nd-opp2-gecomprimeerd.pdf](https://www.windesheim.com/getmedia/e99e5b50-8ce9-4455-bcb8-6f7b1cd97b08/RICHTER_Mona_1138387_CRR_2nd-opp2-gecomprimeerd.pdf).
- Winter, J. C., Darmstadt, G. L. et Davis, J. 2021. « The role of piped water supplies in advancing health, economic development, and gender equality in rural communities ». *Social Science & Medicine*, vol. 270, article 113599. [doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113599](https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2020.113599).
- WWAP de l'UNESCO (Programme mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour l'évaluation des ressources en eau). 2021. *Taking Stock of Progress Towards Gender Equality in the Water Domain: Where Do We Stand 25 Years after the Beijing Declaration? Paris, UNESCO*. [unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377601](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377601).

Publié en 2026 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
7, Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

WWAP/SC-2026/PI/1

<https://doi.org/10.54679/OXRA4487>



© UNESCO 2026

Préparé par le WWAP | Bhanu Neupane

Cette publication est produite par le WWAP pour le compte d'ONU-Eau.

Couverture originale de Anna Marie Manning Zylicz.

Photographie de couverture : © Anna Marie Manning Zylicz.

Conçu et mis en page par Marco Tonsini.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UNESCO, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et autrices ; elles ne reflètent pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Pour plus d'informations sur les droits et licences, voir le rapport complet [www.unesco.org/fr/wwap](http://www.unesco.org/fr/wwap).

Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau

Bureau de programme pour l'évaluation mondiale des ressources en eau

Division des sciences de l'eau, UNESCO

06134 Colombella, Pérouse, Italie

Email: [wwap@unesco.org](mailto:wwap@unesco.org)

[www.unesco.org/fr/wwap](http://www.unesco.org/fr/wwap)



**unesco**

Programme mondial  
pour l'évaluation  
des ressources en eau

Nous remercions le Gouvernement italien et  
la Regione Umbria pour leur soutien financier.



**Regione Umbria**